



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/45/720 ✓
S/21941
14 novembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 43 de l'ordre du jour
QUESTION DE CHYPRE

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 9 novembre 1990, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de la Turquie auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre qui vous est adressée par S. E. M. Ozer Koray, Représentant de la République turque de Chypre-Nord, au sujet d'un séminaire international sur les droits de l'homme et la question de Chypre.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de l'Assemblée générale au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mustafa AKSIN

A/45/720
S/21941
Français
Page 2

ANNEXE

Lettre datée du 8 novembre 1990, adressée au Secrétaire général
par M. Ozer Koray

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué de presse publié à l'issue du séminaire international sur les droits de l'homme et la question de Chypre, qui s'est tenu à Lefkosa, dans la République turque de Chypre-Nord, les 22 et 23 octobre 1990.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes comme document de la quarante-cinquième session de l'Assemblée générale au titre du point 43 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant de la République
turque de Chypre-Nord

(Signé) Ozer KORAY

Appendice

COMMUNIQUE DE PRESSE PUBLIE A L'ISSUE DU SEMINAIRE INTERNATIONAL SUR
"LES DROITS DE L'HOMME ET LA QUESTION DE CHYPRE", TENU A LEFKOSA,
REPUBLIQUE TURQUE DE CHYPRE-NORD, LES 22 ET 23 OCTOBRE 1990

I. Introduction

Un séminaire international sur "Les droits de l'homme et la question de Chypre" organisé par le Comité chypriote turc des droits de l'homme (organe affilié à l'Association de Chypre-Nord pour les Nations Unies) s'est tenu à Lefkosa, dans la République turque de Chypre-Nord, les 22 et 23 octobre 1990.

Le séminaire, auquel ont participé d'éminents universitaires et juristes de divers pays - Royaume-Uni, Etats-Unis d'Amérique, Allemagne, Italie, Danemark, Irlande, Turquie et République turque de Chypre-Nord - a porté sur les tendances actuelles dans le domaine des droits de l'homme, en insistant particulièrement sur la question de Chypre.

II. Observations

Le séminaire, au cours duquel ont eu lieu des exposés et un débat général, a abouti aux observations suivantes :

- i) Les questions des droits de l'homme ne peuvent pas être étudiées indépendamment des autres aspects de la question de Chypre, y compris l'aspect politique. A cet égard, il a été souligné que les violations persistantes des droits de l'homme que sont le droit à la vie, à l'intégrité physique, à la liberté, à la propriété et à l'égalité de traitement des Chypriotes turcs, en particulier de 1963 à 1974, ont été le principal facteur à l'origine de la situation qui règne actuellement dans l'île.
- ii) Si les Chypriotes grecs persistent à empêcher les Chypriotes turcs à exercer leur droit à la sécurité et à l'autodétermination en menant une campagne intensive dans le monde entier, c'est parce qu'ils veulent isoler les Chypriotes turcs du reste du monde. Cette attitude nuit aussi aux intérêts des tierces parties qui voudraient avoir des liens et des relations directs avec les Chypriotes turcs.
- iii) Les participants au séminaire ont souligné que la présence de troupes turques sur l'île était nécessaire pour sauvegarder la sécurité et les droits de l'homme du peuple chypriote turc.
- iv) Le respect universel des droits de l'homme et la question de savoir si les Chypriotes turcs jouissent en fait pleinement des bénéfices des instruments internationaux applicables ont été examinés. Il a été fait observer que les Chypriotes grecs ont créé des conditions telles qu'il est impossible aux Chypriotes turcs de jouir pleinement de leurs droits

et de ce qui est leur en-dehors de Chypre-Nord. Il a été constaté que, par suite de ces conditions défavorables, la partie chypriote turque était privée d'une représentation appropriée dans les instances internationales où la question de Chypre est examinée.

- v) La population chypriote turque, dont l'identité nationale, culturelle et religieuse est distincte de celle des Chypriotes grecs dans l'île mais dont le statut politique et juridique est égal à celui des Chypriotes grecs, a le droit de déterminer sa propre destinée et a un droit égal à participer aux décisions concernant l'avenir de Chypre. Les participants au séminaire ont donc fait observer que les deux peuples devaient vivre dans l'île dans un esprit de respect mutuel et coexister dans un climat de paix et de liberté. Ceci n'est possible que s'il est d'abord créé de nouvelles relations fondées sur l'égalité politique, la justice et la sécurité.
- vi) Il a été souligné que les efforts déployés pour parvenir librement à une solution mutuellement acceptable seraient facilités si les Chypriotes turcs jouissaient pleinement de leurs droits de l'homme, y compris de leur droit à une identité internationale.
- vii) Il a été souligné que le fait que les Chypriotes grecs se soient arrogés le droit de représenter Chypre dans son ensemble sur la scène internationale, et en particulier le fait qu'ils aient demandé unilatéralement à devenir membres de la communauté européenne, constituent une violation des droits individuels et collectifs de la population chypriote turque. Considérer les dirigeants chypriotes grecs comme les seuls représentants légitimes de Chypre sur la scène internationale non seulement revient à nier les droits des Chypriotes turcs mais constitue une violation flagrante des Traités de 1960.
- viii) Les participants au séminaire ont noté que la population chypriote turque s'était dotée d'une structure constitutionnelle démocratique fondée sur la primauté du droit, garantissant la libre expression de la volonté populaire dans tous les domaines de la vie politique, y compris l'élection de leurs législateurs.
- ix) Ont été mentionnés les efforts que déploie le Secrétaire général de l'ONU dans le cadre de sa mission de bons offices pour qu'une solution bizonale et bicommunale à la question de Chypre soit recherchée par voie d'entretiens directs entre les deux communautés.

III. Conclusions

Compte tenu des observations qui précèdent et se fondant sur la Charte des Nations Unies ainsi que sur les Pactes relatifs aux droits de l'homme et les progrès réalisés actuellement vers la pleine jouissance des droits collectifs, les participants au séminaire :

- i) Invitent les tierces parties, y compris les instances internationales, à accorder un traitement équitable à la population chypriote turque et à respecter les principes du droit international et de la justice naturelle en donnant aux Chypriotes turcs la possibilité de participer en toute égalité à tous les débats où sont examinés des sujets relatifs à la question de Chypre.
- ii) Font appel à la communauté internationale et à toutes les organisations internationales pour qu'elles mettent fin aux souffrances que causent aux Chypriotes turcs les restrictions qui leur sont imposées en violation de leurs droits et pour qu'elles s'abstiennent de toute mesure qui pourrait isoler encore davantage les Chypriotes turcs de la communauté internationale. A cet égard, elles devraient considérer favorablement la création de liens socio-économiques avec la population chypriote turque, ou le renforcement de tels liens lorsqu'il en existe déjà, en particulier dans les domaines des transports, du commerce, des communications, du tourisme ainsi que des activités culturelles et sportives, ce qui ne devrait pas manquer de favoriser l'instauration de relations nouvelles plus saines entre les deux parties à Chypre.

A/45/720
S/21941
Français
Page 6

LISTE DES PARTICIPANTS

Prof. Turkkaya Ataov
Université d'Ankara, Faculté des sciences politiques
TURQUIE

Prof. Dennis Driscoll
Université nationale d'Irlande (Galway)
IRLANDE

Prof. Dogu Ergil
Université d'Ankara, Faculté des sciences politiques
TURQUIE

M. Necati Munir Ertekun
Conseiller spécial pour les affaires politiques auprès du Président
de la République turque de Chypre-Nord
Ancien Président de la Cour suprême de l'Etat fédéré turc de Chypre
REPUBLIQUE TURQUE DE CHYPRE-NORD

M. Herbert Golsong
Conseiller juridique spécialiste des affaires internationales
Ancien Greffier de la Cour européenne des droits de l'homme et
Ancien Directeur des droits de l'homme au Conseil de l'Europe
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. Sukru Gurel
Université d'Ankara, Faculté des sciences politiques
TURQUIE

M. Christian Heinze
Avocat
Ancien assistant du Président de la Cour constitutionnelle suprême de Chypre
ALLEMAGNE

Sir Anthony Kershaw
Ancien membre du Parlement et ancien Président de la British House of Commons
Select Committee on Foreign Affairs
ROYAUME-UNI

Prof. Alan Milne
Université de Durham
ROYAUME-UNI

Prof. Howard Reed
Université du Connecticut
ETATS-UNIS D'AMERIQUE

M. Salahi Sonyel
Membre du Royal Institute of International Affairs
ROYAUME-UNI

Prof. Mumtaz Soysal
Université d'Ankara, Faculté des sciences politiques
TURQUIE

Prof. Tyge Trier
Université de Copenhague
DANEMARK

Prof. Claudio Zaughì
Ecole nationale d'administration publique
ITALIE
